



SOCIÉTÉ

Police : la colère des commissaires

Alors qu'un agent de la BAC était toujours entre la vie et la mort dimanche, la hiérarchie rallie l'appel aux rassemblements, place Vendôme et dans toute la France, contre les failles de la politique pénale.

SÉCURITÉ La grogne des policiers s'amplifie. Il y a une semaine, un agent de la BAC était grièvement blessé, d'une balle en pleine tête, par un braqueur en permission, sur l'Île-Saint-Denis. Depuis, les syndicats de tous bords, d'Alliance à Unité-SGP-FO, en passant par l'Unsa-police, mobilisent sans relâche pour une grande manifestation, le 14 octobre, à 12 heures, sous les fenêtres de Christiane Taubira, à Paris, mais aussi devant les tribunaux en région. Plus de 5 000 policiers sont attendus, place Vendôme, « peut-être 7 000, voire davantage », pronostique un haut fonctionnaire. Sans compter les rassemblements en province.

En cause : les ratés de la chaîne pénale, auxquels les policiers estiment payer un tribut de plus en plus lourd. Et la fronde ne se limite pas à la base. En plus des appels à manifester des syndicats d'officiers (SCSI et Synergie-officiers), les deux principaux syndicats de commissaires ont décidé d'intégrer le mouvement. Une unité syndicale rare qui augure d'un temps fort, alors que le fonctionnaire blessé était toujours dimanche soir entre la vie et la mort.

Patronne du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN), Céline Berthon, a publié un communiqué où elle déplore « une forme pa-

roxystique de la violence qui se banalise, notamment à l'encontre des garants de la paix publique ». Elle ajoute : « L'insuffisante prise en compte de cette situation préoccupante par une frange des partenaires naturels et incontournables de notre institution - au premier rang desquels figure la Justice - est devenue insupportable, couacs procéduraux et libérations intempestives s'enchaînant avec une déconcertante régularité alors qu'augmente chaque jour dans nos rangs le nombre des blessés. » La colère n'est pas feinte. Le SCPN entend bien « dénoncer la fracture qui s'aggrave entre les réalités auxquelles sont confrontés les policiers et certaines pratiques ou prises de positions désinvoltes d'une partie des membres de l'ordre judiciaire. » Est-ce l'esprit du « mur des cons » ou une forme de « laisser-aller » qui exaspèrent ?



Cérémonie de baptême de la 62^e promotion des commissaires de police, le 25 juin 2012, à l'École nationale supérieure de la police à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, près de Lyon. Photo : PHILIPPE DESMAZES/AFP

« Doctrine Taubira »

Une chose est certaine : Olivier Boisteaux, le patron du Syndicat indépendant des commissaires de police (SICP), exhorte, pour sa part, le gouvernement à engager « une vraie réflexion sur l'exécution des peines. » Selon lui, « dans le contexte antiterroriste, les policiers ne supportent plus de courir toujours derrière les mêmes délinquants que l'on relâche prématurément ». Lui, décrit un système vicié, avec « 68 000 détenus pour 80 000 peines de prison non exécutées. » Or, à en croire ses affiliés, ce n'est pas la « doctrine Taubira » qui aidera à inverser la tendance.

Un directeur de police en région résume : « Les policiers se sentent déjà mal aimés de la garde des Sceaux. Et voici qu'elle semble les provoquer, en leur disant en substance : "si vous craignez pour votre sécurité, vous n'avez qu'à escorter vous-mêmes les voyous en permission" ! » Le message ne passe pas. Et Bernard Ca-zeneuve le sait. La veille de la manifestation, il aura réuni ses troupes à l'École militaire de Paris, pour leur livrer sa feuille de route. Un instant de cohésion qui tombe à point nommé, à l'heure où son propre bilan sécuritaire accuse quelque faiblesse. ■

par Jean-Marc Leclerc Eleclercjm

